

sait d'un épisode grandiose de la bataille mondiale commencée par le prolétariat russe. L'occupation des usines en Italie ouvrit une période de guerre civile où la menace de la révolution ne pouvait être étouffée que par la plus noire et la plus sanglante des répressions. En France, par contre, l'occupation des usines se situe dans une période qui est à l'opposé de celle que nous avons connue en Italie. Après deux ans de dissolution et de désagrégation, le prolétariat ne peut retrouver sa conscience de classe qu'en se retranchant dans les usines que le Front Populaire assiègera immédiatement et qu'il occupera une à une. Mais l'occupation des usines n'est, ici, qu'une tendance vers la modification des rapports entre les classes au profit du prolétariat; elle n'est qu'une tentative d'évasion gigantesque des prolétaires des tenailles capitalistes que manient les traîtres. Et si elle a échoué aujourd'hui, elle laissera certainement, pour les luttes de demain, des traces indélébiles.

Nous avons déjà mis en évidence que les grèves se frayent leur voie dès l'avènement du gouvernement Sarraut qui, basé sur le soutien socialiste et l'abstention des communistes, ne peut trancher les conflits par la violence, mais par l'arbitrage. Après les événements du 7 mars 1936, lorsqu'il s'avéra que la bourgeoisie ne pouvait s'engager dans une guerre mondiale pour faire reculer l'Allemagne, les grèves rebondissent, mais elles seront étouffées dans le battage électoral du Front Populaire. Immédiatement après la victoire de ce dernier, le mouvement de grèves suit son cours sans tenir compte des objurgations socialo-centristes ou cégétistes. Il embrasse surtout les usines de guerre où la reprise du travail est manifeste, mais, dès le 28 mai, la région parisienne entre dans la bataille et, jusqu'au 15 juin, les grèves mettront en action des centaines de milliers de travailleurs. Après cette date, c'est le reflux, bien que, dans une série de secteurs, la bataille ne fait que commencer.

Les positions de la bourgeoisie, lorsque la liquidation du premier conflit chez Renault par la C. G. T. ne termine pas le mouvement de grève mais ne le fit que rebondir, consista en une accélération de la venue du gouvernement Blum, alors que, dans l'ensemble, Sarraut laissait prudemment faire et retirait police et

garde mobile. Le jeudi 4 juin, le mouvement atteint son point culminant: tout est débordé. Sarraut démissionne en vitesse et Blum vient au pouvoir à 21 h. A ce moment, la moindre collision avec la force publique aurait jeté les ouvriers des usines dans la rue et un courant de rébellion envers les syndicats se serait manifesté. Mais la bourgeoisie reste calme. Les ouvriers semblent les maîtres des usines. Et la grande manœuvre d'enveloppement se dessine et prend rapidement corps. La C. G. T. établit un contrôle sur les centres névralgiques: les grosses usines de la métallurgie parisienne. Le Front Populaire s'accapare du ravitaillement des grévistes et veille avec les bonzes syndicaux à ce que le drapeau tricore flotte sur chaque usine à côté du drapeau rouge. La campagne menée par tous les partis et par la C. G. T. pour prouver qu'il s'agit uniquement de batailles corporatives, non politiques ou révolutionnaires, aura pour signification de masquer l'opposition entre leur fonction capitaliste et les grèves qui mettent en question toute l'œuvre de réaction qu'ils ont réalisée.

Une fois passé le cap dangereux, la bourgeoisie transpose toute la lutte sur le terrain parlementaire. Son but, nettement avoué, est de faire voter une série de lois et, sur cette base, procéder à l'évacuation des usines. L'accord de l'Hôtel Matignon, du dimanche 6 juin, proclamera la possibilité de satisfaire certaines revendications (contrat collectif, augmentation des salaires de 7 à 15 p.c., congés payés, reconnaissance syndicale), mais il faudra attendre la signature des contrats dans les grosses entreprises et le vote des lois sociales du vendredi 12 pour que, le samedi, les ouvriers consentent à évacuer les usines.

Pendant huit jours, les grévistes devront faire face aux promesses démagogiques du gouvernement Blum et aux tentatives des social-centristes de liquider rapidement le mouvement. La C. G. T. parviendra, durant cette période, à séparer les entreprises les unes des autres, à accrédi-ter l'idée qu'il faut rentrer là où le patronat signe. Mais les grosses usines seront évacuées au moment seulement où les ouvriers auront la certitude d'avoir obtenu satisfaction. A ce moment, ils payeront le prix de toute demi-victoire. Ils reflueront vers la C. G. T., vers le Front Populaire, qui s'accapareront des